

Vichy : Malek Chebel et l'archevêque de Clermont enfument le public

Vendredi 15 avril 2011, 19h, s'ouvre, au Palais des Congrès, la deuxième édition des rencontres animées par Philippe Lapousterle, ancien rédacteur en chef de RMC. « Les débats sont ouverts à tous et l'entrée est gratuite ». Le public afflue dans l'auditorium Eugénie pour les premiers entretiens entre les débatteurs, Hippolyte Simon, Archevêque de Clermont et Malek Chebel, spécialiste de l'islam, sur le thème : « Faut-il avoir peur des religions? ». Le prospectus, un tant soit peu racoleur, annonce une rencontre et un dialogue « avec ceux qui sont des acteurs de notre présent, ceux qui en tous domaines traquent les vérités avec exigence et en toute liberté ».

En fait de débat, le public se voit proposer en alternance, au gré de l'animateur qui leur donne tour à tour la parole, deux monologues au cours desquels chacun « prêche pour sa paroisse », sans jamais apporter la contradiction à l'autre et, surtout, sans aborder le coeur du sujet, « la peur des religions ». Sujet au demeurant bien choisi pour noyer le poisson et ne pas nommer la seule qui suscite des frayeurs légitimes dans la France d'aujourd'hui, l'islam.



Monseigneur Simon nous apprend qu'il a eu confirmation de sa vocation dans les djebels de la guerre d'Algérie ; qu'il n'a jamais éprouvé aucune contradiction entre son rôle et ses devoirs de citoyen, et ses convictions religieuses ; que la non immixtion de l'Eglise dans les affaires de l'Etat ne saurait lui interdire de donner son avis sur, par exemple, la façon dont on a récemment traité les Roms en France ; qu'il est heureux que le dialogue inter-religieux se soit ouvert au-delà des confessions chrétiennes ou judaïques.

Monsieur Chebel situe son discours, à de nombreuses reprises, sans en expliciter la raison, en référence au « 11 septembre », qui semble pour lui, désormais, un point de départ universel ; il reprend les affirmations lénifiantes et connues de tous selon lesquelles le Coran a amélioré la condition de la femme, enjoint aux maris de traiter avec équité leur quatre épouses ou, sinon, de se contenter d'une seule, ce qui d'ailleurs serait le plus agréable à Dieu ; il assure à plusieurs reprises la salle, sans apporter d'éléments de preuve à l'appui, que « l'islam est compatible avec la République » ; que, d'ailleurs, 98% des musulmans sont bien « intégrés » dans la société, sans jamais donner une définition de ce qu'il entend par « intégration ».

Après une heure de dialogue de sourds, personne n'ayant jamais abordé les sujets qui fâchent, M. Lapousterle sonne la fin de la représentation, et donne la parole à la salle.

Je me lève, et obtient un micro. La parole est donnée à un monsieur âgé, assis dans les tous premiers rangs qui, se définissant comme athée, regrette que les débats n'aient pas ouvert de fenêtre vers cette perspective. Il lui est répondu que ce n'était pas là le sujet. Monseigneur Simon l'invite à en discuter lors d'un prochain grand débat. Non sans humour, le monsieur rétorque qu'il espère être encore du monde le moment venu...

Après cette intervention de quelques minutes, M. Lapousterle déclare la séance levée.

Je force la voix dans le micro, demandant à mon tour la parole. Mon voisin m'appuie. On condescend à m'accorder un bref temps de parole. Je me réfère aux affirmations de M. Chebel, sur la compatibilité de l'islam avec la République, demandant aux intervenants des éclaircissements sur la compatibilité avec une économie moderne d'une religion qui impose d'arrêter le travail 5 fois par jour pour prier ; j'aborde la question du ramadan, et de l'aptitude de chirurgiens, de pilotes de ligne, d'aiguilleurs du ciel... à exercer leurs activités alors qu'ils n'auront ingéré ni une goutte d'eau ni un gramme de nourriture de la journée... On ne me laisse pas le temps de finir ma phrase, le courant est coupé, la salle se lève, la séance est terminée. Un couple, derrière moi, proteste, disant qu'enfin on abordait le sujet... Voilà donc ce que l'on entend aujourd'hui comme « grand débat » : il ne s'agit que de formater les esprits à la bien-pensance, chose facile à Vichy, où les habitants ne sont encore guère confrontés aux réalités de la coexistence avec l'islam.

Amélie Michel